

APPEL DU CONGRÈS D'ÉTUDE DU SNESUP-FSU – DIJON



Le premier tour des élections législatives a été marqué par le désaveu de la politique du Président et de ses soutiens. Les forces de gauche, rassemblées, sortent en tête du scrutin malgré les tentatives de manipulation des chiffres et une campagne de dénigrement caricaturale et mensongère de la part de l'équipe présidentielle, relayée par nombre de médias. Ce résultat traduit en acte la volonté massivement partagée d'une société plus juste et plus inclusive, et l'émergence d'un projet alternatif de progrès écologique et social. Il offre un nouvel espoir que nous avons la responsabilité de porter et de transformer en mesures concrètes pour l'enseignement supérieur

et la recherche (ESR), la jeunesse et les salarié·es, actif·ves ou retraité·es. Dimanche, ce projet pourrait empêcher le Président et ses soutiens politiques d'obtenir la majorité absolue au parlement et de poursuivre la politique menée depuis 5 ans. Mis en échec, il ne pourrait pas engager la réforme des retraites avec l'allongement de la durée de cotisation et la réduction des pensions.

Si cette élection est porteuse d'espoirs, elle est aussi porteuse d'inquiétudes. La progression de l'extrême droite se poursuit en effet avec près d'un quart des voix recueillies et avec désormais la perspective d'un groupe parlementaire. À ce sujet, le SNESUP-FSU dénonce le parallèle fait entre la gauche et l'extrême droite dans les discours de membres de la coalition présidentielle.

Par ailleurs, nombre de nos concitoyen·nes, notamment les plus jeunes, n'ont pas utilisé de leur droit constitutionnel de voter pour défaire la majorité présidentielle.

Le SNESUP-FSU appelle à utiliser le bulletin de vote comme une arme contre les idées de l'extrême-droite et les politiques néo-libérales et autoritaires qui font des dégâts considérables et parfois irréversibles d'un point de vue économique, social et environnemental.

Le SNESUP-FSU appelle à voter massivement dimanche 19 juin à l'occasion du second tour de l'élection législative pour élire le plus de député·es avec lequel·les nous partageons un projet de transformation sociale et à même de porter nos revendications.

Dans l'ESR, le premier quinquennat d'Emmanuel Macron a été celui du renforcement des inégalités entre les établissements, entre les personnels et entre les étudiant·es. Dans la continuité, Sylvie Retailleau a pris la suite de Frédérique Vidal pour poursuivre la déstructuration/restructuration de l'ESR et mettre en œuvre l'acte 2 de l'autonomie, dont nous avons déjà pu constater et déplorer toutes les conséquences sur les conditions de



Benoît TESTE, Secrétaire général de la FSU et Anne ROGER, Secrétaire générale du SNESUP-FSU

travail et d'études. Alors que les injonctions des gouvernements successifs engagent l'ESR dans la voie de l'asservissement aux intérêts économiques et l'affaiblissement de la démocratisation de l'accès à une formation de haut niveau, le SNESUP-FSU continuera à s'opposer aux dérives néolibérales et à défendre l'ESR comme espace d'émancipation et de transformation sociale.



Toutes et tous les titulaires du baccalauréat qui le souhaitent doivent pouvoir poursuivre leurs études dans le supérieur dans la formation de leur choix, quels que soient leurs filières d'origine, leurs ressources financières et leurs lieux de vie. Il est urgent d'ouvrir (et de financer) des places pour les étudiant·es dans le cadre du service public de l'ESR. Le SNESUP-FSU rappelle son opposition à la sélection et à la plateforme Parcoursup. Dans l'immédiat, il réitère sa demande d'en rendre régulièrement publiques les données, cela tout au long de la procédure.

100 000 places pour les étudiant·es, 60 000 personnels statutaires toutes catégories confondues et l'équivalent de cinq universités de taille moyenne, manquent a minima au service public de l'ESR. Les hausses des droits d'inscription mises en œuvre ces dernières années pour les étudiant·es extra-communautaires et dans un certain nombre d'écoles d'ingénieur·es publiques doivent être combattues et annulées. Alors que la rentrée se prépare actuellement dans nos

établissements dans un climat tendu, le SNESUP-FSU demande que des choix budgétaires ambitieux soient opérés par le gouvernement dès maintenant. L'investissement en faveur de la jeunesse ne peut être une variable d'ajustement.

Le SNESUP-FSU rappelle l'urgence d'une revalorisation des rémunérations pour tous les personnels de l'ESR par le dégel et un véritable rattrapage du point d'indice, ainsi que par la révision des grilles salariales et non par un système de primes individualisées aux mains des hyper-présidences et qui ne bénéficie qu'à certain·es.

Sur le plan de la recherche publique, le SNESUP-FSU exige également un engagement budgétaire récurrent de l'État dans tous les secteurs disciplinaires et à la hauteur des enjeux sociaux, économiques et environnementaux.

Le SNESUP-FSU continuera à œuvrer pour faire entendre ses revendications pour l'ESR et pour que la question sociale soit mise à l'ordre du jour. Il appelle à créer les conditions d'une mobilisation la plus large, pour une société plus juste.

La rentrée universitaire doit se doubler d'une rentrée sociale offensive. Travaillons-y tou·tes ensemble, dès maintenant et le plus largement possible ! ■

Voté à l'unanimité (45 POUR)